

DEMAIN L'AMÉRIQUE LATINE...

La misère en quelques chiffres

Au Venezuela, avant la réforme agraire dont on a vu l'inefficacité, 0,7 % et 50 % des exploitations couvraient respectivement 70% et 1% de la superficie des terres cultivables. Au Costa-Rica, cinquante propriétaires possèdent 20% des terres; on y dénombre un chômeur pour quatre travailleurs; l'*United Fruit* possède 10% des meilleures terres, et la totalité des chemins de fer. Au Guatemala, les sociétés américaines contrôlent tout le commerce extérieur (elles ont une flotte de 50 navires), tout le réseau ferroviaire, et possèdent 30% des terrains les plus fertiles.

Le revenu moyen par habitant est en Amérique latine de 1.500fr. par an (1.000fr. au Honduras et au Guatemala); compte tenu des prodigieux bénéfices empochés par la bourgeoisie, le revenu réel de l'immense partie de la population est bien inférieur: ainsi, dans le nord-est du Brésil, les paysans ont 250fr. par an pour subsister. Au Venezuela, 80% des paysans touchent de 1.200 à 7.500fr. pour eux-mêmes et leurs familles, alors que le minimum vital annuel peut être évalué à 4.500fr.

A Lima (Pérou) et dans nombre d'autres grandes villes, 50% de la population (et au Chili, 40% de la population totale) vivent dans des bidonvilles. A Rio de Janeiro, 200.000 personnes viennent de se trouver sans abri à la suite des inondations qui ont ravagé les «*favelas*» et détruit leurs misérables cabanes.

La mortalité moyenne est de 42‰ (18‰ en Europe occidentale); à Costa-Rica, 40% des enfants meurent avant l'âge d'un an, et dans la zone bannière (fief de l'*United Fruit*), 50% des habitants sont atteints de tuberculose. Le latino-américain consomme en moyenne 54 gr. de protéides par jour (alors que 80 gr. sont nécessaires à la survie) dont 17 d'origine animale (au lieu de 40). Sur 75 millions de brésiliens, 30 millions ne portent pas de chaussures. Enfin, le taux d'analphabétisme est de 45% pour tout le continent, mais 80% des paysans vénézuéliens et 80% de toute la population d'Haïti sont illettrés.

1 - RÉFORMISME OU RÉVOLUTION

Les pays d'Europe occidentale nous fournissent l'exemple d'un capitalisme qui montre d'étonnantes facultés d'adaptation; à la colonisation politique imposée par la force fait suite une habile colonisation économique, toute aussi efficace. Mieux, pour développer le marché intérieur, on crée des besoins sans cesse accrus; le prolétaire devient ainsi à son tour un colonisé. Mais son aliénation, prenant un nouveau visage, lui semble plus supportable qu'autrefois, et la violence qui l'assujettit ne lui apparaît plus avec évidence. En Amérique latine, cette hypocrisie n'est pas de mise: ici, le capitalisme met bas les masques: parce quelles sont victimes du capitalisme le plus inintelligent et le plus rapace, parce qu'elles ne bénéficient pas comme en Europe d'une longue tradition de luttes, les masses populaires subissent une oppression sans fard. Ce peuple, quel est-il? D'abord et surtout, des millions de paysans sans terre, réduits au servage, La classe ouvrière, peu importante (sauf dans les régions minières), bénéficie d'ailleurs d'un niveau de vie moins misérable.

Un thème de propagande couramment répandu prétend que la politique ultra-réactionnaire dont est victime le peuple est destinée à régresser dans un proche avenir; elle ne serait que le dernier soubresaut d'un capitalisme attardé, obligé de céder peu à peu la place à un capitalisme qualifié de «*progressiste*». Les tenants de cette thèse affirment que le grand voisin du Nord sera le catalyseur de cette évolution. C'est dans cette perspective que Kennedy avait créé l'«*Alliance pour le progrès*», que tout le monde appelle maintenant l'«*Alliance contre le progrès*»... Lorsqu'on sait quels intérêts sont en jeu dans ce continent, on ne peut que mettre en doute la bonne foi de toute initiative venant de Washington et tendant à contrer les forces réactionnaires, puisque tout effort sincère en ce sens aboutirait en dernier ressort à léser les intérêts nord-américains. Il faudrait pour cela aux dirigeants yankees, outre une bonne dose d'idéalisme, une indépendance

totale à l'égard des «lobbies»; or, il est de notoriété publique que ceux-ci font aussi facilement la loi à New York qu'à Brasilia, Caracas ou Lima.

L'Amérique latine fournit aux U.S.A. une immense partie de ses besoins en matières premières: pétrole du Venezuela, fer, chrome, charbon, bauxite, nickel, produits agricoles. Toute l'économie des États-unis et, en particulier, le fameux «*american way of life*» repose sur le maintien dans la misère de 150 millions d'hommes, puisque seule, une organisation systématique et rationalisée du sous-développement permet aux compagnies américaines de piller les richesses d'un pays: ainsi, les régions sous-développées ne sont pas des régions où le développement n'a pas pénétré, mais où celui-ci est délibérément arrêté. Le féodalisme n'est pas condamné à disparaître «*sous l'influence des forces du progrès*»: il correspond trop bien à l'intérêt des oligarchies nationales et des monopoles américains à qui il fournit une inépuisable main-d'œuvre à bon marché.

Tous les pays latino-américains doivent plus de 50% de leurs ressources à un ou deux produits: pour la Bolivie, c'est l'étain; pour le Chili, le cuivre; pour le Brésil, le café; pour plusieurs pays d'Amérique centrale, les bananes. Or, le cours des matières premières est maintenu par les grandes puissances à un taux dérisoire, et de plus, est soumis d'une année à l'autre à d'importantes fluctuations, ce qui encourage la spéculation et empêche toute tentative de planification de la production de la part des pays pauvres (c'est-à-dire maintenus dans la pauvreté), puisque toute prévision sur les rentrées annuelles est rendue impossible. Toute tentative de réglementation internationale pouvant aboutir à un minimum d'équité est sabotée par l'obstruction de la «*Chambre des représentants*» de Washington; l'exemple donné par les «*sudistes*» en ce qui concerne les droits des Noirs prouve que l'obstruction parlementaire aux U.S.A. peut faire repousser aux calendes grecques l'adoption de n'importe quelle mesure progressiste. Les réformistes ont bonne mine: d'ici-là, quelques millions de personnes ont largement le temps de crever de faim. Quant aux «*représentants*» du peuple américain, ils se portent bien, merci.

Il est vrai que pour se justifier, les U.S.A. se targuent d'accorder une importante aide financière à l'Amérique latine, ou plutôt aux différents gouvernements; c'est un secret de Polichinelle que cette aide n'est jamais investie de manière à développer l'économie des pays qui la reçoivent, mais est utilisée aux fins les plus diverses: pour soutenir une monnaie défailante, pour payer les traitements en retard des fonctionnaires et des militaires, pour aider les gouvernements à réprimer les soulèvements populaires (et là, l'aide n'est pas seulement financière; envois de matériel ultra-moderne, hélicoptères, avions, de techniciens militaires, quand ce n'est pas intervention directe dans les affaires intérieures du pays); enfin, pour maintenir au pouvoir une dictature: énumérer la liste des fantoches qui se pavanent dans les allées du pouvoir, uniquement parce que les U.S.A. les portent à bout de bras, serait fastidieux. Un exemple suffira: le fasciste Lacerda a reçu pour son seul État la plus grande partie de l'aide destinée au Brésil. Que la famine et la misère règnent dans le nord-est du Brésil, peu importe. Mais que M. Lacerda puisse se prévaloir, à des fins électorales, de l'appui des États-unis, voilà qui est essentiel.

Le sabotage systématique par les forces réactionnaires de toute tentative de réforme, si timide soit-elle, est la principale caractéristique de la vie politique, économique et sociale de l'Amérique latine ces dernières années. Tous les économistes s'accordent à reconnaître que la réforme agraire est une nécessité absolue: elle serait loin de résoudre tous les problèmes, et en tout cas, ne léserait guère les intérêts de la classe dirigeante; du moins sortirait-elle du désespoir des dizaines de millions de paysans sans terre. Eh bien, même cet objectif, pourtant timide et limité, les réformistes n'ont pu l'atteindre: la première tentative, au Guatemala, provoqua le renversement d'Arbenz en 1953; le projet d'expropriation d'une bande de terre de dix kilomètres de chaque côté de la voie ferrée a suffi à faire accuser Goulart de communisme et à le renverser en 1963. Notons que dans le projet «*communiste*» de Goulart, les propriétaires auraient été dédommages à un taux qu'ils auraient été libres de fixer eux-mêmes (1). Josué de Castro ayant proposé que le remboursement d'un terrain se fasse d'après sa valeur déclarée dans la feuille d'impôts, il passa aussitôt pour un dangereux révolutionnaire. Ailleurs, le sabotage de la réforme agraire fut plus insidieux. Ainsi, au Venezuela on a distribué des terres appartenant à l'État sans donner aux paysans les moyens de les cultiver: pour acquérir des instruments et des engrais, ceux-ci ont dû hypothéquer leurs terres auprès de riches propriétaires; la réforme eut donc comme résultat de faire passer des terres appartenant à l'État dans les mains des quelques latifundistes qui possédaient déjà la plus grande partie du sol! La réforme fiscale n'a pas eu plus de chance: tout le poids de l'impôt repose sur ceux qui possèdent le moins; il ne faut pas attendre du législateur qu'il aille chercher l'argent là où il se trouve, puisque pouvoir politique et pouvoir économique sont entre les mêmes mains. Quant à la réforme scolaire elle est tout aussi utopique: outre que les classes possédantes devraient

(1) En quelques jours, le prix des terres visées par le projet augmenta de 100%!

participer à un important effort de financement, peut-on douter qu'elles s'opposent à toute tentative d'éducation de ces masses misérables qu'elles méprisent ou haïssent? sans compter que dans une zone aussi «*explosive*», supprimer l'analphabétisme équivaldrait à développer la conscience révolutionnaire du peuple.

Loin d'être instruits par tous leurs échecs passés, les réformistes n'ont d'yeux depuis 1964 que pour le Chili, où la vieille démocratie chrétienne tente, paraît-il, des réformes audacieuses. A vrai dire, la seule audace que M. Frei (tiens, tiens) ait eue à présent, c'est celle de faire occuper par l'armée les trois mines de cuivre paralysées par une grande grève en novembre 1965; et la seule énergie dont il ait fait preuve, c'est contre les ouvriers et les étudiants chiliens qu'elle s'est manifestée (2). Le peuple chilien sait maintenant qu'il n'a plus rien à attendre des soubresauts «*démocratiques*» de réformistes séniles. Ceux-ci savent trop bien que toute tentative réellement progressiste leur vaudrait à coup sûr l'intervention de l'armée. Au moins le réformisme a-t-il cela de bon, qu'il ne peut, en faisant la preuve éclatante de son impuissance, que précipiter l'heure de la révolution.

Étant donné le rapport des forces, et surtout le fait que les réformistes ne représentent aucune force économique et ne sont que des bourgeois idéalistes, ils ne peuvent aller que d'échecs en échecs. Tant que pouvoir politique et pouvoir économique seront entre les mains d'une poignée de politiciens, la moindre réforme est utopique; d'ailleurs, le principal instrument du réformisme, la voie parlementaire, est illusoire en Amérique latine: les masses populaires sont analphabètes et n'ont donc pas le droit de vote. Au drame des peuples latino-américains, une seule solution peut et doit être proposée: confier l'économie aux travailleurs... une solution qui passe par la révolution.

Le mois prochain: LA RÉVOLUTION EN MARCHÉ

Yves DELAPORTE.

(2) Le 3 mars, six dirigeants syndicaux étaient arrêtés; le 5, l'armée occupait les mines de Chuquimata pour empêcher la grève de solidarité des travailleurs avec leurs camarades de la mine *El Teniente*, qui en étaient à leur deuxième mois de lutte.